



Décision individuelle N°2021-321

Pétitionnaire : EDF - Pôle Energies renouvelables

Adresse : 21 avenue Simone Veil 06200 NICE

Nature de la demande : travaux en cœur de parc national (nécessaires à une activité autorisée)

Intitulé du projet : Désengrèvement de la prise d'eau hydroélectrique

Localisation : vallon de Mollières, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18, R.331-64 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 7, 14 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 2, 4, 5, 6, 13, 14, 18, 27 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2021-90 datée du 23 avril 2021 et les décisions modificatives qui lui ont succédé, autorisant EDF à procéder à des travaux de rétablissement d'un accès temporaire à la prise d'eau de Mollières aval en vue d'y rétablir son fonctionnement,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 09 septembre 2021,

Considérant la demande formulée en date du 05 août 2021 par Monsieur LUC, ingénieur écologue au sein du bureau d'étude Ing'Europ, prestataire pour le compte d'EDF,

Considérant que la demande porte sur le dégagement complet de l'ouvrage de prise d'eau suite aux crues générées par la tempête Alex en octobre 2020 et aux travaux provisoires préalablement autorisés en vue de rétablir l'accessibilité à l'ouvrage,

Considérant que cette prise d'eau, attribuée à EDF sous le régime de la concession figure parmi les ouvrages dont l'exploitation est autorisée en cœur de Parc national au titre de l'article 14 du décret n°2009-486 et de l'annexe 5 de la charte,

Considérant que pour être compatibles avec la modalité d'application de la réglementation correspondante, il est nécessaire que ces travaux permettent de réduire les impacts de ces activités,

Considérant que les propositions d'études post-travaux, formulées par EDF au titre des mesures d'accompagnement et prescrites dans la décision n°2021-90 sus-visée, permettent d'améliorer la connaissance de l'hydrosystème du torrent de Mollières à moyen terme sans toutefois permettre une réduction d'impact effective de l'activité hydroélectrique sur celui-ci,

Considérant dans l'attente d'une réduction effective des impacts de l'activité hydroélectrique, que pour les travaux visés, les risques d'impacts sur la population de truite fario du vallon de Mollières aval subsistent, notamment en terme de préservation des zones de reproduction favorable susceptibles d'être présentes à l'aval de l'ouvrage et d'être utilisées lors de la prochaine saison de reproduction,

Considérant également que la reprise des prélèvements depuis l'été 2021 a recréé à l'identique de la situation avant-crue, des débits contraints en aval de l'ouvrage – débit réservé – induisant en plus de l'étiage estival, une nette diminution de la capacité du torrent à diluer et transporter les matières en suspension,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir à ce stade de la démarche, sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

EDF – Pôle Energies Renouvelables, représenté par Monsieur BEC Nicolas, directeur adjoint du GEH Azur-Ecrins, est autorisé à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national au niveau du vallon de Mollières, sur la commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée.

Ces travaux consistent à dégager intégralement le génie civil constitutif de la prise d'eau exploitée sous concession.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives à la gestion quantitative des MES*

2.1. L'agrandissement et le réhaussement du bassin de décantation ne sont pas autorisés.

2.2. De concert avec un représentant du Parc national, un jalon sera positionné au niveau du bassin de décantation pour indiquer la cote maximale de remplissage de celui-ci, au-delà de laquelle les eaux chargées en MES se sont plus correctement décantées.

Lorsque cette cote maximale est atteinte, le bénéficiaire procédera :

- soit à un pompage des eaux chargées en MES et leur évacuation par la conduite forcée
- soit à l'ouverture de la V2 avec arrêt temporaire des travaux jusqu'à abaissement de la ligne d'eau en amont et dans le bassin

2.3. La création du merlon de protection du chenal de restitution du débit réservé sera impérativement réalisé sans contact avec les parties mouillées de ce dernier.

- *Prescriptions relatives à la gestion des matériaux issus des déblaiements*

2.4. La réutilisation des matériaux issus des déblaiements en lit majeur est autorisée :

- a) pour reconstituer la plate-forme d'accès à l'ouvrage et de manœuvre située en rive droite, ainsi que le talus surplombant celle-ci. Cette plate-forme sera recrée à l'identique de la situation avant-crue pour ce qui concerne sa surface et son positionnement par rapport à l'ouvrage.

Les pieds de remblai pourront être protégés par des enrochements libres constitués de gros blocs extraits des déblaiements.

L'enrochement à l'aval du déversoir devra être positionné au maximum à son emplacement initial avant-cruée ; sa longueur ne devra pas excéder 30 mètres linéaires.

b) pour remblayer le bassin de décantation une fois les travaux finalisés et constituer une plate-forme temporaire utilisable pour les travaux complémentaires de réparation.

À la finalisation des travaux de remise en état définitive de l'ouvrage, cette plate-forme temporaire devra être profondément décompactée et remodelée de sorte à ce que les matériaux puissent être remobilisés lors des crues.

2.5. Le remblaiement complémentaire de portions de piste temporaire n'est pas autorisé.

2.6. En cas d'excédents de matériaux, ceux-ci seront acheminés à l'aval du chantier, dans la zone de prélèvements utilisée pour la création de la piste temporaire dite « zone 1 ». Les matériaux y seront régalez sans tassement en préservant une zone tampon sans intervention de 10 mètres de large depuis les berges du lit mouillé.

- *Prescriptions relatives à la gestion des bois extraits du lit majeur*

2.7. Les bois extraits du lit majeur seront, selon les possibilités et volumes :

- soit déposés au sein des peuplements riverains à condition que leur transport ne nécessite aucune circulation d'engin ou de véhicule au sein de ceux-ci. Les bois pourront être treuillés, déposés entiers au sol ou débités irrégulièrement ;
- soit temporairement stockés, en des lieux préalablement définis de concert avec les services du parc national et de l'office national des forêts et pour évacuation ultérieure.

2.8. Le brûlage et le broyage des bois en cœur de parc national reste interdit.

- *Prescriptions relative à la gestion des autres déchets*

2.9. Le démantèlement et l'évacuation de la dalle béton constituant l'ancienne plate-forme du local de commande EDF n'est autorisé par la présente qu'à la condition que la traversée du cours d'eau soit limitée à 2 passages d'engin sur une traversée à gué non aménagée.

En cas d'impossibilité, cette intervention devra faire l'objet d'une demande complémentaire précisant les modalités de mise en œuvre envisagées.

- *Prescriptions relatives aux aménagements divers prévus sur l'environnement de l'ouvrage*

2.10. En l'état actuel du dossier, le batardage provisoire de la V1 et la mise en place d'un accès piéton provisoire à la prise d'eau se sont pas autorisés.

Ces interventions devront faire l'objet d'une demande complémentaire argumentée, précisant les modalités techniques et de mise en œuvre envisagées.

- *Prescriptions relative aux mesures d'accompagnement et de réduction d'incidences*

2.11. Un suivi des taux de MES en aval de la zone de travaux sera réalisé dès la reprise de ces derniers, selon la méthodologie présentée en annexe 1 du dossier de demande.

Cette méthodologie sera mise en œuvre selon les phases suivantes :

- phases sensibles : reprise de l'étanchéité du merlon amont et ensemble des opérations de dégravement amont de l'ouvrage.
- phase normale : autres interventions.

2.12. Une ligne discontinue de petits et moyens blocs sera aménagée à l'aval immédiat du passage busé « principal » (côté rive droite) situé en zone dite « zone 2 aval pont » de sorte à envoyer la sortie des buses et améliorer la franchissabilité de l'aménagement par les géniteurs de truite fario en provenance de la Tinée. Cet aménagement devra être réalisé sous le contrôle direct de l'écologue en charge du suivi du chantier.

- *Prescriptions relatives à l'organisation, au suivi et à la tenue générale du chantier*

2.13. Toute modification de mode opératoire par rapport aux prévisions et itinéraires de mise en œuvre décrits à la demande devront faire l'objet de validations préalables des autorités administratives concernées et le cas échéant, d'une demande d'autorisation modificative.

2.14. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour, des différentes réunions organisées sur place en vue d'assurer le suivi des travaux ainsi que de la réunion de récolement, au minimum 3 jours ouvrés avant celles-ci.

2.15. Tout balisage nécessaire aux travaux ou à l'approvisionnement du chantier devra être réalisé à l'aide de dispositifs visuels entièrement réversibles de type panneaux, filets de chantier ou rubalise ; dans ce cadre, l'usage de la peinture est proscrit.

Tous les dispositifs de balisage devront être retirés en fin de chantier.

2.16. Tous les équipements susceptibles de générer une pollution par fluide (fluides hydrauliques, carburant...) seront installés sur des bacs ou des tapis de rétention.

Les ravitaillements en carburant seront positionnés le plus loin possible du lit majeur du torrent et mis en œuvre sur des espaces équipés d'un revêtement étanche, entièrement amovible.

Ce(s) revêtement(s) sera (seront) retiré(s) en fin de chantier.

2.17. Le cas échéant, le(s) compresseur(s) et groupe(s) électrogène(s) seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 31 octobre 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 10 septembre 2021

La directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copies :

- service territorial de la Tinée
- L.DESMAISONS, DDTM06
- R.BONVALLAT, OFB-SD06
- VALTINEE

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.